

niveau 3

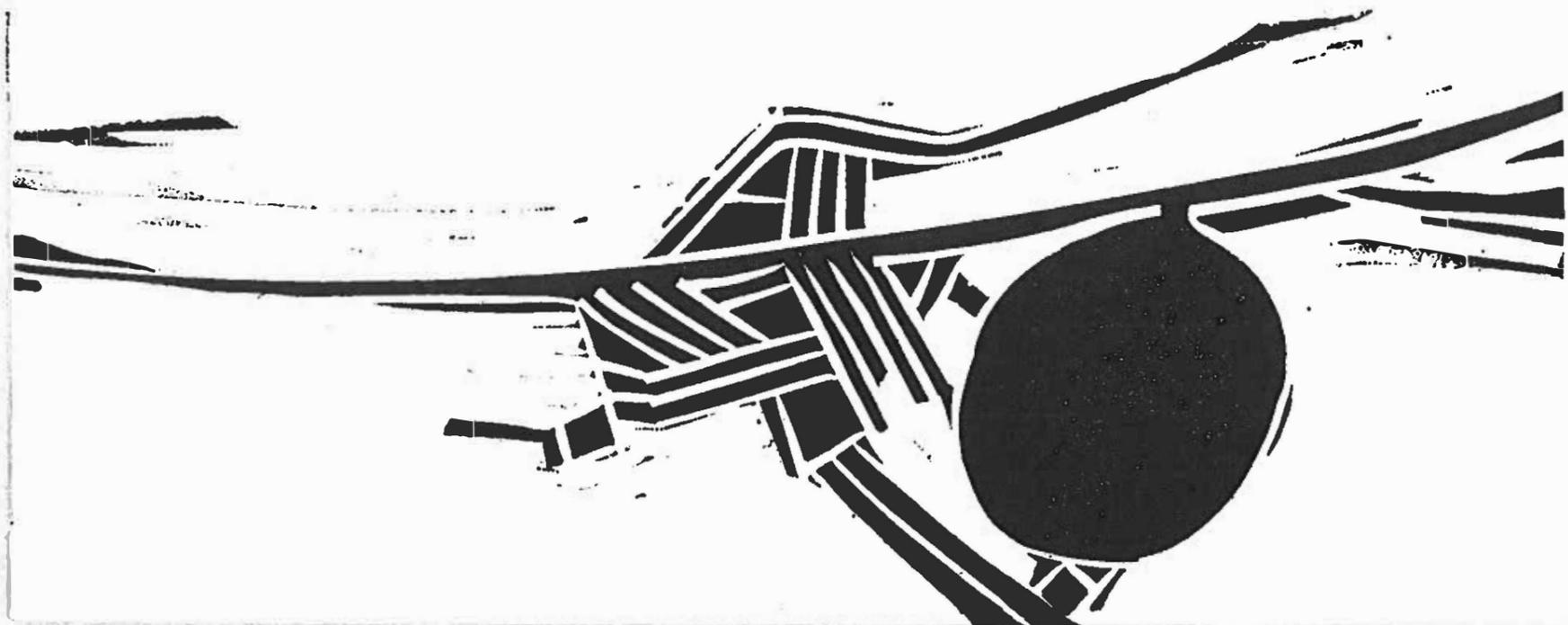
Revue
éditée par le
Syndicat National
de l'Enseignement Supérieur
(F.E.N.)

N° 1
mars 1967
5 francs

Deux interviews
parallèles
Raymond Aron
et Georges Vedel
face au
baccalauréat

Chronique et textes
du Colloque
de Caen

Un débat
épistolaire
autour de
« recherche
et enseignement
supérieur »



page 4

Interviews parallèles
de Raymond Aron
et Georges Vedel
par P. Halbwachs

page 12

Un débat épistolaire
autour de :
« Formes et moyens
de la recherche
dans l'enseignement
supérieur »
entre B. Herszberg, E. Kahane,
J.-M. Legay, J. Lequeux
et V. Nigon

page 53

Les textes
du Colloque
de Caen,
et sa chronique
par Michel Fontaine
secrétaire général
du S.N.E.Sup.

Page 72

Quatre études
sur une structure
à généraliser
d'urgence
les équipes de recherche
par B. Kayser, M. Duchet,
J. David, M. Vigneron

page 81

La première rentrée
après la réforme :
du côté d'Orsay
avec Pierre Nozeran et
Jean Chevaugnon
du côté de la Sorbonne
avec Pierre Villar



niveau 3

Revue
éditée par le
Syndicat National
de l'Enseignement Supérieur
(F.E.N.)

28, rue Monsieur-le-Prince,
Paris-6^e
633-37-33

Rédacteur en chef :
Pierre Halbwachs

Directeur de la publication :
Michel Fontaine

Maquette :
Claude Broquet

**Nous demandons
à être jugés
sur pièces.**

L'université est aujourd'hui à la mode. Elle défraie largement la chronique. Maladie, crise, décadence, métamorphose, vieillesse, décrépitude, tous ces mots se retrouvent sous la plume des journalistes. Par ailleurs depuis plusieurs années toutes sortes de médecins se relaient au chevet de la malade, lui tâtent le pouls, hochent gravement la tête, prononcent des diagnostics, rédigent des ordonnances et préconisent des cures.

Certains se sont offusqués et s'effarouchent de cet empressement surprenant autour de la patiente, de cette sollicitude pour ses maux. Ils l'aiment telle qu'elle est et cet amour est exigeant et jaloux. Cette tendresse s'adresse à une vieille demoiselle aux charmes passés, discrète, pudique, silencieuse et effacée.

Le grand air ne pourrait que faire du mal à cette créature éthérée. La publicité serait un viol, l'indiscrétion un sacrilège. Et ils assistent navrés mais impuissants, méprisants mais le cœur serré, à la mise à sac publique de ce couvent douillet où il faisait si bon vivre.

Nous aurons, nous, l'insolence de nous réjouir de la popularisation des problèmes universitaires. Nous trouvons naturel et légitime qu'à l'époque où l'accélération des connaissances et le développement de la vie sociale sont intimement liés, le destin de l'enseignement supérieur soit discuté sur la place. Ce destin nous tient trop à cœur pour redouter de voir exposés au feu de la critique les insuffisances, les défauts, les tares de notre profession et des conditions où elle s'exerce. Non par masochisme, croyez-le bien. Mais quoi ! Il y a longtemps déjà que nous prêchions dans le désert, et il n'est guère agréable de s'adresser à des sourds. Ce qui nous inquiète plutôt, c'est l'insuffisante virulence de la critique. Le scandale est plus sain que la tisane. Nous avons l'impression qu'on s'en est pris trop souvent à l'apparence même spectaculaire, à des aspects secondaires ou à des détails purement techniques. Nous avons aussi noté, dans la plupart des articles de presse, une tendance à isoler l'université du monde extérieur, c'est-à-dire de la société où elle vit, qu'on a négligé le rôle qu'elle doit être appelé à y jouer, et nous pensons, par exemple, que la nature de l'université doit être repensée en fonction de l'idée d'une collectivité vraiment démocratique qui est l'un des problèmes majeurs de notre époque. Notre inquiétude est d'autant plus justifiée que les reproches adressés à l'université actuelle se sont mués avec une rapidité surprenante et suspecte en une approbation



sirupeuse et chaleureuse de la cure de rajeunissement et de modernisation que se flatte d'être la réforme de l'enseignement. On promet qu'elle va régler pour l'essentiel la crise de l'université, qu'elle va remodeler le visage de l'« Alma mater » suivant les exigences de l'esthétique moderne. La pièce s'achève sur un heureux dénouement, le rideau tombe sur la vision gracieuse de la nouvelle star. Par ici la sortie.

Mais les choses ne sont pas si simples.

C'est précisément parce que nous sommes convaincus que les problèmes sont complexes, que la discussion ne fait que commencer, que ravalier la façade ne suffit pas, que cette revue est née. Certes les revues pullulent, et l'on publie chaque jour sur d'innombrables sujets plus d'essais et d'articles que le public ne peut en absorber ; nous n'ignorons pas non plus que le temps est court. Mais nous acceptons et les inconvénients et les risques. Plusieurs faits justifient cette décision.

Et celui-ci d'abord. Le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur est critiqué d'abord par ceux-là même qui en font partie. On l'accuse d'être une petite secte de maniaques du syndicalisme, se passionnant et discutant en vase clos, et rédigeant d'affreux factums indigestes dans un style hermétique sur des sujets qui n'intéressent guère leurs collègues. Or il est en passe de devenir une organisation réellement représentative dans l'université. Il emprunte sa physiologie, et sans doute aussi une partie de ses traits marquants, au milieu où il agit. Il tend et cherche à définir ses choix à partir des opinions et des idées des universitaires qui le composent, et dont les soucis et les expériences colorent ses débats et son action. Ce qui est au centre de ses réflexions, des solutions qu'il propose, eh bien, justement, c'est l'ensemble des questions sur lesquelles s'interrogent aujourd'hui non seulement les universitaires, mais la masse des étudiants, leurs familles, et d'une manière plus générale l'opinion publique. Il lui manquait cependant un organe qui permette d'approfondir ces questions, de les étudier et de les discuter avec toute l'ampleur qu'elles requièrent, en dehors de l'actualité quotidienne. C'est à quoi va s'efforcer cette revue.

Mais nos ambitions sont plus larges. Organe d'information, de réflexion, de discussion, de recherche syndicale universitaire, notre revue souhaite que s'expriment librement dans nos colonnes ceux des membres de notre syndicat qui sentent le besoin de s'exprimer sur

tel ou tel thème qui leur tient à cœur, mais qui, pour une raison ou pour une autre, s'abstiennent souvent de le faire dans nos bulletins. Nous nous adressons aussi à ceux qui, bien que syndiqués, ont réservé leurs réflexions à des journaux ou à d'autres publications.

Nous ne bardons pas notre revue de fourches caudines. Chacun doit pouvoir y écrire ce qu'il pense, même s'il y remet en cause les points de vue et les opinions qui résultent des décisions adoptées dans nos assemblées statutaires. Il le fera sous sa propre responsabilité, sans engager la nôtre. D'autres lui répondront.

Ainsi s'instituera une sorte de débat permanent qui seul peut faire avancer la connaissance des questions et la recherche des solutions. Ce débat sera parfois facilité par le fait qu'il est des problèmes que le Syndicat n'a pas eu l'occasion d'aborder au fond, d'autres sur lesquels il n'a jamais eu à prendre position. Enfin nous sommes prêts à accueillir les avis, les points de vue de collègues qui, n'appartenant pas à notre organisation, désireraient, à propos d'un thème abordé par la revue, et qui a éveillé leur intérêt et sollicité leur réflexion, apporter leur contribution personnelle à l'éluclucidation d'un problème. Nous-mêmes, chaque fois que nous aurons le sentiment que l'avis d'un universitaire qualifié sur telle ou telle question et n'appartenant pas au Syndicat, peut aider à enrichir un débat, nous n'hésiterons pas à le faire. Les interviews de M. Raymond Aron et de M. Georges Vedel, que nous publions dans ce premier numéro, en sont le témoignage éloquent.

C'est dire que nous souhaitons être lus aussi par des collègues qui entendent rester à l'écart de notre Syndicat.

Enfin nous prétendons aussi nous adresser à un public qui, en dehors de l'université, s'intéresse néanmoins aux problèmes qui la concernent. Nous n'oublions pas que les universitaires ne constituent pas une sorte de milieu fermé sans rapport avec les autres. Et nous comptons bien le montrer concrètement dans les colonnes mêmes de notre revue.

Tels sont nos buts, nos ambitions, nos espoirs.

Mais nous demandons à être jugés sur pièce et non sur nos intentions. Ou plutôt c'est à vous à nous aider à mieux réaliser ces intentions.

Vous avez la parole.

Pierre Halbwachs, Rédacteur en Chef.

niveau 3

Revue
éditée par le
Syndicat National
de l'Enseignement Supérieur
(F.E.N.)

numéro 2
septembre 1967
5 francs

Dossier/débat : le lieu universitaire

Une table ronde :
On est en train
de construire
le C.H.U.
de « Grand-Papa »

Un reportage :
Au campus
de Saint-Martin-d'Hères,
un nouveau type
de relations à inventer

Un document :
Le texte du rapport
« Education
at
Berkeley »

Une bande dessinée par un professeur à la faculté des lettres et sciences humaines de Clermont-Ferrand.



Présentation

« Ce petit mot pour vous féliciter vivement de la parution de NIVEAU 3. Je trouve que la mise en page est remarquable et les dessins de Cardon sont délicieux.

Mais ce qui me fait surtout plaisir dans ce numéro c'est que, grâce à H. et à quelques autres, j'ai maintenant la garantie que le Syndicat est prêt à publier ma correspondance complète. Non seulement le contenu de mes pensées sur la réforme détaillée de l'enseignement (contenu qui, seul, permettra au Ministère d'effectuer cette réforme) pourra être publié dans le prochain numéro ; mais, ce qui est plus important encore, toutes mes formules de politesse en début et en fin de lettre, ainsi que, et voilà l'essentiel, l'origine de mes lettres. Or, tout comme H., je suis un voyageur, et il importe que tous les syndiqués sachent que moi aussi je vais en Angleterre pour des raisons professionnelles — bien que je ne le fasse pas pendant l'année universitaire. Ma réforme épistolaire de l'enseignement publiée, j'espère que NIVEAU 3 fera faire des marginalia par H. ce qui me donnera l'occasion de faire des contre-gloses, NIVEAU 3 publiant tout l'apparatus criticus dans une disposition typographique circulaire et concentrique qui donnera la preuve de l'ingéniosité universitaire... »

L. LANOIX,
Section Sorbonne-Lettres,
le 13 avril 1967.

Lanoix n'ayant pas encore écrit d'Angleterre, ce numéro 2 ne publie pas, (hélas !), d'échange épistolaire.

Après le débat sur la « politique de la science », qui se poursuit avec un article de Bernard Lecuyer, et celui sur l'accès à l'université auquel on peut verser l'étude sociologique de Monique de Saint Martin, NIVEAU 3 ouvre, en cette période de réforme de l'enseignement supérieur et de complet remodelage du paysage universitaire, un nouveau dossier sur ce que l'on pourrait convenir d'appeler le « lieu universitaire ». S'inscrivent dans ce dossier une table ronde sur l'urbanisme et l'architecture universitaires, avec une mention spéciale pour les C.H.U., un reportage sur le campus de Saint-Martin-d'Hères à Grenoble et, illustrée par Cardon, une étude intitulée « Education at Berkeley », d'après un rapport du sénat de cette université. Les dimensions de ce texte interdisaient de l'inscrire sous la rubrique « notes de lecture » qui sera, souhaitons-le, largement alimentée par les lecteurs de NIVEAU 3 eux-mêmes, tous, par nécessité ou par plaisir, grands dévotés de papier imprimé.

Les « opinions » de Victor Rabet et d'Alain Geismar sur les projets de réforme de l'enseignement établis par le P.S.U. et le Parti Communiste seront complétées, dans un prochain numéro, par un commentaire de Guy Odent sur la proposition de loi déposée par la S.F.I.O.

On s'étonnera probablement que NIVEAU 3 ne publie pas le « courrier des lecteurs ». Hormis le « compliment » de L.L. et deux protestations contre la présentation « luxueuse » de la revue et le caractère « blasphématoire » des dessins de

Wolinski, les lecteurs n'ont rien écrit.

Malgré quelques notes discordantes, le congrès du Syndicat a décidé que NIVEAU 3 continuait. Les débats ne se poursuivront pas en vase clos et les dossiers ouverts dans la revue ne constitueront pas une chasse gardée. Les colonnes de NIVEAU 3 seront offertes aux étudiants, aux chercheurs, aux enseignants, aux représentants de syndicats et d'autres organisations. C'est du moins ce que tentera de faire le numéro 3.

Sommaire

Spécial actualités : Pour Régis Debray	1-1V
Interview : Alfred Kastler Ce sont les chercheurs qui doivent prendre les décisions	2
Dossier/débat : Le lieu universitaire	
1 Table ronde On est en train de construire l'hôpital de Grand-Papa	6
2 Reportage Au campus de Saint-Martin-d'Hères un nouveau type de relations à inventer	15
3 Document « Education at Berkeley »	20
Opinions : Vingt ans après « Langevin-Wallon », pour l'enseignement deux des projets de la gauche	34
Actualités : A propos de la tournée de V comme Vietnam	40
Document : La session de travail de l'O.C.D.E. sur la politique de la science	44
Opinions : Sur le colloque de Caen G. Page : une dépendance. Porisme : un compromis	48
Etude : Inégalités sociales et inégalités scolaires dans les études scientifiques supérieures	56
Bande dessinée : Les aventures de Bibi à l'Université	63
La photo de couverture, qui représente un bâtiment du campus de Saint-Martin-d'Hères, est de Serge Hombourg.	
Erratum page 24, ligne 40. Lire : « On ne peut exiger » au lieu de « On peut exiger ».	

Niveau 3

28, rue Monsieur-le-Prince
Paris-6^e
633-37-33

Rédacteur en chef :
Pierre Halbwachs
Directeur de la publication :
Michel Fontaine
Secrétaire de rédaction
Jean Schalit
Maquette :
Claude Broquet et Gérard Suner

Imprimerie Robert
3, rue de la Procession
Paris-15^e

niveau 3

Revue
éditée par le
Syndicat National
de l'Enseignement Supérieur
(F.E.N.)

N° 3
Mai 1968
5 francs

A quoi sert l'Université ?

L'enseignement supérieur
les étudiants
la recherche
et la formation professionnelle

Un enseignement
sans enseignant

Le travail scientifique
travail exploité



« Nous ne maintiendrons pas l'ordre »

Déclaration au journal « Action » du 7 mai 1968.

« L'Université, temple de la culture, les professeurs, ses grands prêtres... il est plus que temps de désacraliser tout cet appareil, ce mythe et cette mystification. Au dernier congrès du S.N.E. Sup. nous disions : la pratique universitaire doit être fondamentalement modifiée. Un autre enseignement est à inventer. Nous nous y sommes employés avec un certain succès. Mais l'Université dans son ensemble continue d'apparaître aux étudiants les plus conscients comme une institution périmée. Ceux qu'elle forme seront, pour une part importante, des chômeurs s'ils obtiennent un diplôme ou des ratés s'ils n'en obtiennent pas. L'Université reste une institution intégrée à l'ordre social établi ; de surcroît, son fonctionnement a lieu dans les plus mauvaises conditions, étant donné les restrictions budgétaires prévues par la dernière loi de finances.

Institution qui diffuse une idéologie liée à la classe dominante et dont les produits, dans leur grande majorité, s'intègrent naturellement à l'ordre bourgeois, l'Université apparaît donc dans une large mesure comme un élément de répression. Quand elle ne parvient plus à jouer ce rôle, le pouvoir lui substitue les gardes mobiles et les mousquetaires. Si les universitaires ne peuvent partager les modes d'action des étudiants — en particulier des éléments les plus avancés — ils deviennent pourtant conscients de la crise générale de l'institution. Quand la police entre à l'Université, leur solidarité apparaît

nettement : face à la répression, la solidarité ne se divise pas. La place des professeurs se trouve à côté des étudiants. Assurément ils ne partagent pas toujours toutes leurs analyses et, en majorité, s'inquiètent des formes parfois prises par leur action. Mais il leur semble indécent et inimaginable de renvoyer dos à dos étudiants et policiers ou d'émettre à ce moment-là des réserves sur la solidarité. Les problèmes posés sont des problèmes de fond. La police ne les résoudra pas. La répression élargira le mouvement.

Les étudiants mettent en cause l'Université et, à travers elle, l'ordre social. Qu'une large partie de la presse tente de les discréditer, cela est banal. Que le ministre de l'Éducation Nationale du régime reprenne les arguments de Springer, cela est dans la logique du système. Qu'il fasse venir la police à l'Université, cela est de sa part une faute politique.

En ce qui concerne l'attitude du recteur Roche, nous rappellerons seulement qu'après avoir recouru à la police, le vice-recteur de l'Université de Madrid a démissionné sous la pression des enseignants au mois de février dernier. De son côté, le professeur Tejero, doyen de la faculté de droit, démissionnait pour protester contre la présence des forces de l'ordre dans sa faculté.

Le syndicat appelle à la grève. Sa direction a pris ses responsabilités. Il n'était pas concevable pour des syndicalistes que l'Université accepte la solution faite aux étudiants.»

Alain Geismar

Refuser les choix absurdes, aller aux racines des questions posées à propos de l'orientation-sélection, étayer le dossier et le discuter, nourrir l'analyse pour s'efforcer de répondre à la question : « Mais à quoi donc sert l'Université et qui est concerné ? », tel est l'essai tenté dans ce troisième numéro de Niveau 3.

Au travers des réponses de ceux qui tentent ici de penser le problème en termes politiques, transparait la nécessité impérieuse de toucher à deux termes essentiels du système éducatif actuel : à savoir la sélection sociale, économique et culturelle de départ, et... le régime capitaliste.

Le contraste avec les aspects plus restreints et techniques du même sujet habituellement présentés peut paraître violent.

Mais tout se passe, au moment où le pouvoir réalise ses réformes et envisage de nouvelles mutations — pour adapter l'Université à l'économie tout en sauvegardant le système hiérarchique en place, ce qui ne va pas sans contradictions —, comme si la publicité étonnante qui entoure certains points de vue devait faire en sorte que parents et élèves croient que les solutions au problème éducatif ne peuvent être trouvées ailleurs que dans l'ajustement savant d'une technique indispensable ; faire en sorte que les adolescents refoulés par la sélection aient seulement le sentiment de leur insuffisance et de leur propre culpabilité, que les étudiants n'aient pour préoccupation et motivation que les tentatives de franchissement des obstacles imposés, sans en connaître la signification et la finalité ; faire en sorte que soient maintenues l'incertitude sur les débouchés et cette forme d'ému-

lation qui conduit à la perpétuation de certains clivages ; faire en sorte enfin que dans ce combat douteux les battus sachent subir leur humiliation avec dignité.

Peut-être, en effet, ce numéro de Niveau 3 ne traite-t-il pas de la sélection comme on en parle ailleurs ? On n'y trouve pas de recette, mais une approche des objectifs de l'enseignement supérieur et de son contenu et l'exposé de démarches pédagogiques nouvelles. Comme pour centrer les discussions devenues aujourd'hui indispensables. Qu'il s'agisse de l'enseignement dans les facultés des lettres, du devenir de leurs étudiants, qu'il s'agisse d'une manière plus générale de la formation professionnelle dans l'enseignement supérieur ou de la recherche, qu'on ne s'étonne pas que les débats soient sous-tendus par des considérations idéologiques, ces questions touchent trop à la structure même de la société.

Michel FONTAINE.

Jean-Paul Deléage
Physicien, assistant à la Faculté des sciences de Paris.

Gilles Ferry
Sociologue, assistant à la Faculté des lettres et sciences humaines de Nanterre.

Pierre de Gaudemar
Sociologue, maître assistant à la Faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse.

Alain Geismar
Secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur.

François A. Isambert
Sociologue, maître assistant à la Sorbonne.

Bernard Kayser
Professeur de géographie humaine à la Faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse.

Brice Lafonde
Etudiant en grec à la Sorbonne.

Michèle Leduc
Physicienne, assistante à la Faculté des sciences de Paris.

Monique Levy
Physicienne, assistante à la Faculté des sciences de Paris.

François Liot
Physiologiste, maître de conférence à la Faculté de médecine de Paris.

Jean-Paul Malrieu
Physicien, chargé de recherche au C.N.R.S.

Christian Masselot
Maître assistant à l'I.U.T. de Cachan.

Max Milner
Professeur de littérature à la Faculté des lettres et sciences humaines de Dijon.

Henri Péquignot
Professeur de médecine à la Faculté de médecine de Paris.

Guy Romier
Mathématicien, maître assistant à la Faculté des sciences de Paris.

Les dessins sont de **Cardon**.

Spécial actualité :
Nous ne maintiendrons pas l'ordre 1

Dossier/débat :
L'enseignement supérieur, les étudiants, la recherche et la formation professionnelle 2
La réforme de l'université ne se fera pas contre les étudiants ou sans eux. 6
Recherche et invention dans l'enseignement littéraire. 9
Les facultés de médecine sans problème ? 10
Un enseignement sans étudiant. 12

Document :
L'accès à l'enseignement supérieur dans différents pays d'Europe. 24
Rapport de l'UNESCO sur l'accès à l'enseignement supérieur en Europe. 28

Etude :
Ampleur et perspective de l'hégémonie scientifique américaine. 32

Enquête :
Aujourd'hui les I.U.T. 36

Etude :
Un enseignement improductif. 38

Pamphlet :
Le travail scientifique, travail exploité. 43

■
■
■
Niveau 3
28, rue Monsieur-le-Prince
Paris-6^e
633-37-33

Directeur-Rédacteur en chef :
Michel Fontaine

Secrétaire de rédaction :
André Rougeot

Maquette :
Gérard Suner

Imprimerie Robert
3, rue de la Procession
Paris-15^e